

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et David Cameron, premier ministre du Royaume-Uni, sur les relations franco-britanniques et sur la situation de la Zone euro.

LE PRESIDENT -- Mesdames et Messieurs, bonsoir. Je suis très heureux de recevoir à Paris le nouveau Premier ministre britannique que j'avais eu l'occasion de rencontrer pour la première fois déjà, il y a cinq ans, et à plusieurs reprises. Je me réjouis de l'occasion de le rencontrer à nouveau à Londres pour le 70e anniversaire de l'Appel du 18 juin. Son aura un déjeuner de travail.

Nous avons eu un échange extrêmement fructueux. Vous savez combien la France est engagée dans ce partenariat et cette alliance stratégique avec le Royaume-Uni. Nous avons beaucoup de choses à faire ensemble en bilatérale mais aussi en Europe. J'ai dit à David CAMERON combien je serais heureux de travailler main dans la main avec lui en Europe, mais aussi dans le cadre de nos activités du G8 et du G20.

Nous partageons exactement la même analyse de la situation sur les grands dossiers que sont : l'Afghanistan, l'Iran où il y a une identité de vues complète et la même ambition sur les changements climatiques et sur les suites de la conférence de Copenhague et la même volonté d'apporter des réponses du XXIe siècle, pour le siècle qui est le nôtre, et de faire en sorte que le G20 reste une structure opérationnelle où l'on apportera de nouvelles idées pour construire un nouvel ordre monétaire international. Nous avons la volonté de rapprocher nos deux pays, de parler sans tabou des questions de défense, où nous avons beaucoup de choses à faire ensemble et des questions de régulation et notamment la volonté que nous avons en commun de taxer les banques, comme nous nous y étions engagés.

J'ai également dit au Premier ministre britannique qu'il fallait que l'on comprenne où étaient les lignes rouges et pour les Anglais notamment sur la question des services, on va travailler ensemble. On est même prêt à mettre des papiers communs sur la table pour réfléchir aux voies et moyens de doper la croissance européenne.

Bref, c'était son premier déplacement, mais c'est très prometteur sur, en tout cas, l'envie que l'on a de travailler ensemble et la confiance avec laquelle nous travaillerons ensemble.

J'ai dit également à David CAMERON combien la France était honorée que le nouveau Premier ministre britannique choisisse pour son premier déplacement la France. C'est symbolique, mais on a beaucoup apprécié cette démarche. On est vraiment persuadé que l'on va travailler main dans la main, que ce n'est que le début, et il y a vraiment beaucoup de pain sur la planche !

M. David CAMERON -- Merci beaucoup Monsieur le Président. C'est un immense honneur d'être là. Vous avez été le premier homme politique que j'ai rencontré lorsque j'ai pris la direction de mon parti, le parti Conservateur, il y a cinq ans. Et donc, j'étais ravi de venir ici en tant que nouveau Premier ministre britannique pour ma première visite à l'étranger, et d'avoir cette réunion avec vous ce soir, à l'Élysée.

Nous avons parlé d'énormément de choses ce soir. J'admire votre dynamisme et votre leadership en France et en Europe. Je pense qu'à partir de tout ce que l'on s'est dit ce soir, on peut construire un véritable partenariat focalisé, pratique et qui obtient des résultats sur les choses qui

comptent pour l'un comme pour l'autre.

Ce soir, on a discuté en particulier de la nécessité de se coordonner, notamment en matière économique, face aux problèmes que nous connaissons l'un et l'autre pour juguler les déficits budgétaires et nous voulons nous assurer qu'au sein de l'Europe, on avance vers l'économie de l'avenir, l'économie verte, les nouvelles entreprises que nous voulons voir se créer. Ce que nous avons également en commun, c'est une analyse des problèmes qui doivent être réglés : comment réussir en Afghanistan où, l'un et l'autre, nous estimons que cette année sera cruciale pour progresser dans le sens où nous voulons tous deux aller ? Comment faire en sorte de rééquilibrer les choses pour mettre la pression sur l'Iran, pour qu'il n'aille pas dans la voie d'un avenir nucléaire ? Nous avons parlé de ces étapes : comment travailler avec d'autres pays européens pour essayer d'obtenir un régime de sanctions ferme et, une fois de plus, une attitude de part et d'autre très pratique, très concentrée sur les résultats. Cela a été très utile.

Je suis particulièrement d'accord avec ce que vous avez dit sur le G8/G20, de faire en sorte que ce soit des réunions qui obtiennent des résultats concrets et qui préparent la présidence française du G8/G20 en 2011.

Je me réjouis également d'une date, d'un événement qui est important pour nos deux pays, qui est la date du 18 juin et la commémoration de l'Appel du général de GAULLE du 18 juin. Je me réjouis de vous accueillir à Londres, avec votre épouse, et j'espère que ce sera effectivement une commémoration, un événement, une manifestation d'une très grande importance, très symbolique où nous pourrions commémorer ensemble ce grand moment, ce grand moment de coopération et de partenariat entre la France et le Royaume-Uni.

Donc, je pense que nous sommes partis du bon pied ce soir avec ce dîner. Une fois de plus, merci de m'avoir si bien accueilli avec mes collaborateurs ici, à l'Elysée, pour cet excellent entretien très pratique, très productif.

LE PRESIDENT -- Peut-être deux questions anglaises et deux questions françaises. Enfin, deux journalistes français, deux journalistes anglais. Les Anglais, d'abord quand même.

QUESTION -- Monsieur le Président, je souhaite vous poser des questions sur des choses dont on m'a dit que vous les aviez dites de par le passé : vous aviez dit que vous aimiez Gordon BROWN, l'ancien Premier ministre, que ressentez-vous par rapport au nouveau ? On vous prête aussi d'avoir dit à certains députés de votre parti, que David CAMERON, comme tous les autres, commencerait eurosceptique et finirait euro-enthousiaste. Est-ce que vous le pensez toujours ce soir ?

LE PRESIDENT -- Merci de cet effort de franchise, tellement étonnant lorsqu'il s'agit des journalistes anglais. D'abord, je veux vous dire quelque chose : l'idée que j'ai de la relation entre le Royaume-Uni et la France., je l'ai eue bien avant d'être Président de la République, bien avant de connaître David, bien avant de connaître Gordon BROWN, bien avant de connaître Tony BLAIR. Vous êtes très précis, les journalistes anglais, et vous savez parfaitement que j'ai toujours développé l'idée que l'entente cordiale, c'était un peu court et que l'on devait faire autre chose de plus qui nous rapproche et qui va bien au-delà de ma personne ou de celle du locataire du 10 Downing Street. Première remarque.

Deuxième remarque, ce n'est pas moi qui désigne le Premier ministre britannique. Et moi je travaillerai de tout mon cœur avec le Premier ministre qui a été choisi par les Anglais. De la même façon que David CAMERON, son devoir, c'est de travailler avec le Président français que les Français choisissent.

Je vais faire une troisième remarque : quand quelqu'un est battu, on ne lui tourne pas le dos. Dans ma vie politique, qui est longue, il m'est arrivé d'avoir quelques succès et un certain nombre d'échecs. Et voyez-vous, je me suis toujours rappelé de ceux qui, dans l'échec, étaient toujours là. Et je suis persuadé que David, tel que je le connais, il a aussi cette forme d'humanité. Et donc, j'ai une pensée pour Gordon et Sarah BROWN. Ils sont partis, mais moi aussi, je sais qu'un jour je partirai. David sait parfaitement qu'un jour, il partira aussi.

Et puis je voudrais vous dire une dernière chose, David CAMERON je le connais depuis longtemps, parce qu'à chaque fois que je suis venu en Angleterre, j'ai toujours pensé que c'était

important de le voir et de parler, y compris en pleine période électorale. Je ne suis pas sûr que tous les leaders européens qui sont venus à Londres aient eu la même démarche. Quand je l'ai fait, je l'avais dit à Gordon BROWN, qui m'avait dit que c'était tout à fait normal de faire ainsi. Je crois connaître un peu David CAMERON, c'est quelqu'un que j'apprécie parce qu'il veut changer les choses. Alors, après le débat politique interne Grande-Bretagne, écoutez, j'ai bien assez de travail avec le débat politique français ! Donc, quand je dis qu'on travaille bien ensemble ...

Alors sur l'Europe, je ne me serais pas permis de porter un jugement comme cela sur David, comme sur quiconque d'ailleurs. Ce que j'ai dit, c'est que moi, dans ma vie politique, j'étais moins Européen au début de ma vie politique et je suis devenu plus Européen. Pourquoi Monsieur ? Parce que j'ai compris une chose, c'est que si l'on veut changer les choses, on ne peut pas être seul, il faut créer des solidarités. Je l'ai dit pour moi et si c'est valable pour moi, c'est valable pour tous les autres. Nous avons besoin des Anglais en Europe. Voilà, c'est absolument stratégique. Je suis sûr qu'un homme comme David CAMERON, qui a de l'ambition pour son pays, le comprend également.

Je vous remercie de m'avoir posé cette question, parce que si vous ne me l'aviez pas posée, ce n'est pas sûr que je l'aurais mis moi-même sur la table.

QUESTION -- Il semble qu'il y a encore quelques difficultés pour mettre en place le mécanisme européen de stabilisation. Et puis beaucoup déplore que l'Allemagne ait interdit unilatéralement les ventes à découvert de dettes européennes. Que vous êtes-vous dit cet après-midi avec Madame MERKEL sur ces deux sujets et peut-être sur d'autres ?

LE PRESIDENT -- J'ai dit la même chose que ce que nous avons dit avec David CAMERON tout le dîner : il y a beaucoup de fièvre depuis quelque temps. Et cette fièvre nous les chefs de gouvernement et les chefs d'État, nous devons y répondre avec sang-froid, avec la volonté de s'entendre et de coopérer. Parce que derrière tout cela, c'est l'épargne des Européens, des Anglais, des Français, des Allemands, c'est le travail des Européens. Nous, nous ne sommes pas des spéculateurs qui jouons sur le marché. Nous avons en charge l'avenir de plusieurs dizaines de millions d'habitants. Donc de la même façon que nous voulons travailler main dans la main avec David CAMERON, j'ai dit à Angela MERKEL - mais elle en est parfaitement convaincue - qu'il ne peut pas y avoir de désaccords entre l'Allemagne et la France sur des sujets de cette importance. De la même façon, la Grande-Bretagne n'est pas dans l'euro mais dans l'Europe des 27, si les trois plus grands pays d'Europe - Grande-Bretagne, Allemagne et France - se divisent, cela n'amènera rien de bon.

Donc, sur mes relations avec Madame Angela MERKEL, nous faisons tout pour qu'elle soit dans l'harmonie, qu'elle s'additionne, qu'elle se complète et qu'elle montre une volonté commune. Nous n'avons pas de désaccord ensemble. C'est pour cela d'ailleurs que l'on discute. De la même façon que j'ai dit à David CAMERON : « si un jour il y a une ligne rouge... » Il m'a dit notamment sur les services financiers, que c'était capital pour lui et nos collaborateurs vont donc travailler pour voir comment on peut avancer dans la régulation et en même temps comprendre que nos amis anglais, qui ont beaucoup investi dans les services financiers, souhaitent pouvoir continuer à investir dans les services financiers, ce qui est tout à fait normal. Donc avec Madame Angela MERKEL on travaille, mais c'est quasiment quotidien. Voilà et c'est cela dont l'Europe a besoin.

QUESTION - Ce n'est pas personnel parce que vous n'étiez pas impliqué dans la décision, mais ces événements au sein de la zone euro, est-ce que cela ne prouve pas que la Grande-Bretagne a eu raison de rester en dehors de la zone euro et devrait continuer à rester en dehors de l'euro ?  
Moi j'aimerais que tous les deux vous me répondiez là-dessus.

M. DAVID CAMERON -- Comme vous le savez, je pense que nous avons eu raison de ne pas rejoindre l'euro et de rester en dehors de la zone euro et dans notre accord de coalition avec les libéraux-démocrates, c'est entériné : nous resterons, en tout cas avec ce Parlement, en dehors de la zone euro. Je pense que c'est très important. Forcément, quand on a une seule monnaie, il faut des taux d'intérêts unifiés, il faut une politique économique unifiée dans toute l'Europe. Mais je veux être très clair là-dessus, c'est dans l'intérêt de la Grande-Bretagne que l'euro soit une monnaie forte, que les économies de la zone euro connaissent la reprise, le développement et la

monnaie forte, que les économies de la zone euro connaissent la reprise, le développement et la croissance, qu'elles s'entraident. C'est dans notre intérêt. 60% de nos échanges se font avec l'Europe. C'est fondamental que la zone euro soit stable, forte et en croissance. Evidemment on est en dehors de la zone euro donc on ne subit pas les mêmes pressions et on n'a pas à aider l'euro de la même manière que les membres de la zone euro. Mais enfin, c'est également dans notre intérêt de faire en sorte que cette stabilité, ce progrès, ce développement voient le jour. Pour ce qui est des services financiers, je pense que l'accord qui a été trouvé par le gouvernement est également important et nous allons nous y tenir. Mais sur notre position sur l'euro vous la connaissez, je n'ai pas besoin de vous la rappeler.

LE PRÉSIDENT -- Ecoutez, moi j'étais ministre du Budget lorsqu'il y a eu la crise monétaire des années 93-94. A l'époque, vous vous en souvenez certainement, il y avait un serpent monétaire avec des bandes de fluctuation jusqu'à 15%. Tous les pays faisaient des dévaluations compétitives, cela a été une pagaille absolument sans précédent qui s'est payée de millions de chômeurs. Je me souviens de la dévaluation de la Lire, la dévaluation de la Couronne suédoise. Je suis de ceux qui pensent qu'unis, on est plus forts qu'isolés. C'est un choix politique qui m'a fait soutenir l'euro dès sa création.

Je voudrais vous dire une deuxième chose, à mes amis anglais. L'euro c'est une réussite parce qu'en peu de temps, c'est devenu la deuxième monnaie du monde. Donc ne ramenons pas le bilan de l'euro aux quelques jours qui viennent de se passer. Vous voulez que je vous parle des crises qu'il y a eu sur le dollar sur les dix dernières années ? Est-ce que cela empêche le dollar d'être la grande monnaie du monde ? Prenons tous un peu de recul et un peu de calme face à ces événements-là.

Et enfin, moi je me battrais pour qu'on aille plus loin. David a raison, dans le gouvernement économique de la zone euro, dans l'harmonisation de la zone euro, cela fait bien des années que je me bats là-dessus, eh bien la crise a cela de positif qu'elle accélère l'acceptation d'idées qui paraissaient, au début, trop ambitieuses. Et quand on voit les problèmes, on voit bien que c'est ce qui se pose. Quand vous pensez que jamais les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro ne s'étaient réunis avant le sommet de l'Elysée l'année dernière quand il y a eu la crise. Maintenant, cette année, on doit être à trois réunions de l'Eurogroupe. Cela progresse. Gardez vos euros si vous en avez ! La Grande-Bretagne décidera ce qu'elle a à décider, je suis sûr que ce sera bien décidé.

QUESTION -- Monsieur le Premier ministre, je voulais vous demander si vous comptez vraiment soutenir la zone euro et concrètement comment ? Et à Monsieur le Président de la République lui demander s'il était favorable à des sanctions qu'envisageaient Mme MERKEL concernant les pays qui ne respectent pas les normes budgétaires ?

M. DAVID CAMERON -- Vous avez posé la question de savoir comment nous allons soutenir la zone euro. Un accord a été trouvé par le gouvernement sortant que nous allons honorer. Nous pensons que, comme je l'ai dit, que la zone euro doit réussir, que les étapes et les démarches qu'elle fera et qu'elle fait permettent aux économies de la zone euro d'être plus stables et plus fortes. En tant qu'Union européenne, il faut effectivement faire en sorte que toutes nos économies soient en croissance. Nous pensons que la question de la réduction des déficits budgétaires n'est pas une option : il faut le faire. Le plus grand risque, à mon avis, qui pèse sur nos économies, c'est de ne rien faire, de ne rien faire va effectivement provoquer une augmentation des taux d'intérêt, va causer plus de préoccupations. Et même dans les neuf premiers jours depuis que nous sommes au gouvernement, nous nous sommes donné cette priorité.

Maintenant quant aux choses qui vont être faites, c'est le droit des Allemands de faire ce qu'ils ont annoncé. Pour ce qui est de notre pays, j'en référerai à l'autorité des services financiers. Mais je pense qu'il est important d'aller à la racine, à la cause de ces problèmes qui remontent à certaines des dettes, des déficits et d'un modèle d'emprunt trop déséquilibré, qui n'a pas permis ou plutôt qui nous a mis dans la situation où nous sommes.

Et là où le Président et moi avons beaucoup de choses en commun, c'est de faire en sorte qu'au prochain G8-G20, nous réformions, nous examinions la réforme de nos systèmes bancaires, que

nous examinions la question d'une taxe bancaire, que nous examinions ce qu'a été proposé par le Président OBAMA, et nous en sommes d'accord, à savoir qu'il ne faut pas que les banques commerciales soient engagées dans les activités au niveau de risque le plus élevé, les activités de « casino » comme on les appelle. Donc pour toutes ces choses, pour toutes ces raisons, je pense qu'effectivement nous allons devoir faire cela pour rassurer, renforcer nos économies.

LE PRÉSIDENT -- Moi je suis d'accord avec la Chancelière, on en a parlé cet après-midi, sur le principe de nouvelles sanctions. Parce que la sanction financière, n'est ce pas, un pays qui a un trop grand déficit, on lui impose une pénalité financière, cela abouti à quoi ? A ce qu'il ait un plus grand déficit. Donc il faut bien imaginer des sanctions plus efficaces. La Chancelière a fait des propositions, moi-même j'ai proposé une suspension des droits de vote. Donc sur le principe il y a un accord total entre la Chancelière et moi, sur le principe de réfléchir à de nouvelles sanctions. Et sur le pacte, eh bien il doit évoluer. Peut-être plus de critères, plus de transparence pour plus d'efficience. Et c'est d'ici au mois de juin, ce sur quoi nous allons travailler avec la Chancelière dans le cadre de la zone euro. Et pour la stratégie économique avec David CAMERON dans le cadre de l'Union européenne.

Merci à tous, on avait deux questions. Il y a le compte, non ?

QUESTION -- Est-ce qu'on peut vous demander, Monsieur le Président, votre réaction après la fusillade qui a eu lieu aujourd'hui dans le Val de Marne ?

LE PRÉSIDENT -- Ecoutez, j'ai appris cette fusillade absolument dramatique. Je sais qu'il y a, à l'heure où je vous parle, une policière municipale dans une situation extrêmement grave, extrêmement préoccupante à l'hôpital. Je voudrais d'abord m'adresser à sa famille pour lui exprimer toute ma solidarité, la solidarité de la Nation. Ceux qui ont fait cela sont des criminels. Tout sera mis en oeuvre pour les attraper et les punir avec la sévérité qu'un acte de cette nature justifie. Et j'en profite pour dire à tous les policiers municipaux qu'ils ont le droit à la reconnaissance de la nation pour la qualité de leur travail. On parle beaucoup des policiers nationaux et des gendarmes, ce qui est tout à fait juste. Il y a aussi, je crois, quelques 30 000 policiers municipaux, ils font un métier tout aussi dangereux qui mérite le soutien de la population et j'aurai, dans les heures qui viennent, l'occasion de montrer et d'exprimer cette solidarité. Je vous remercie.